



Direction générale du Travail (DGT)

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

**Guide méthodologique de la
Base des Minima de Branches (BMB)
(DGT-Dares)
Validité 2019**

Documentation et dictionnaire des variables

Novembre 2020

| | |
|--|-----------|
| A. PRESENTATION DES DONNEES | 3 |
| A.1. LA NEGOCIATION DE BRANCHE : QUELQUES ELEMENTS DE DEFINITIONS | 3 |
| A.1.1. <i>Différents types de textes de branche</i> | 3 |
| A.1.2. <i>Différents niveaux géographiques</i> | 3 |
| A.1.3. <i>Différents types de salaires négociés</i> | 4 |
| A.2. LE SUIVI DE LA NEGOCIATION SALARIALE | 4 |
| A.2.1. <i>La Base de Données des Conventions Collectives (BDCC)</i> | 4 |
| A.2.2. <i>Branches suivies</i> | 4 |
| A.2.3. <i>Niveaux de qualification</i> | 5 |
| A.2.4. <i>Textes pris en compte</i> | 5 |
| A.2.5. <i>Fichiers livrés pour le suivi statistique</i> | 6 |
| A.3. CONSTRUCTION DE LA BMB | 6 |
| A.3.1. <i>Effectifs et Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS)</i> | 6 |
| A.3.2. <i>Période</i> | 6 |
| A.3.3. <i>Traitement des accords manquants</i> | 6 |
| A.4. CONTENU DE LA BMB | 7 |
| A.4.1. <i>Échantillon</i> | 7 |
| A.4.2. <i>Salaires conventionnels</i> | 7 |
| A.4.3. <i>Dates</i> | 7 |
| A.4.4. <i>Effectifs</i> | 7 |
| A.4.5. <i>Le contenu du dictionnaire</i> | 7 |
| A.6. PRECONISATIONS D'UTILISATION | 8 |
| A.6.1. <i>Calcul des évolutions des salaires conventionnels</i> | 8 |
| A.6.2. <i>Analyse des niveaux des salaires conventionnels</i> | 8 |
| A.6.3. <i>Couverture des accords</i> | 9 |
| A.6.4. <i>Exemples d'utilisation de la BMB</i> | 9 |
| B. DICTIONNAIRE DES VARIABLES..... | 10 |
| B.1. LISTE ALPHABETIQUE DES VARIABLES | 10 |
| B.2. CATALOGUE DES VARIABLES..... | 11 |
| B.3. ANNEXES | 15 |
| B.3.1. <i>Liste des branches de la BMB</i> | 15 |

A. PRESENTATION DES DONNEES

La Base des Minima de Branche (BMB) est construite au Ministère en charge du travail conjointement par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) et la Direction Générale du Travail (DGT), à partir des données sur les accords salariaux de branche, collectées par la DGT auprès des branches professionnelles de 5 000 salariés ou plus dans le cadre du suivi de la négociation salariale. Pour chaque convention collective et chacune des quatre catégories socioprofessionnelles couvertes par celle-ci (ouvrier, employé, profession intermédiaire et cadre), deux niveaux de salaire conventionnel sont suivis (coefficient minimum, coefficient maximum), soit huit niveaux de qualification au maximum. En pratique, pour chaque niveau, trois types de salaire conventionnel peuvent être négociés (salaire hiérarchique, salaire garanti – mensuel ou annuel). À partir de ces informations, la Dares construit un panel des évolutions trimestrielles de salaire conventionnel par convention collective et niveau de qualification : la Base des Minima de Branche (BMB). La présente version de la BMB recense ainsi les accords conventionnels (textes de base, avenants et accords) pour un ensemble de 352 branches sur la période allant de 2003 à 2019.

A.1. LA NEGOCIATION DE BRANCHE : QUELQUES ELEMENTS DE DEFINITIONS

A.1.1. Différents types de textes de branche

La négociation de branche peut se concrétiser soit sous la forme d'un texte de base, convention collective ou accord professionnel, soit d'un accord ou d'un avenant, qui vient compléter ou modifier le texte de base.

Les accords et avenants conclus dans le champ d'un accord professionnel ou d'une convention collective constituent le mode principal de l'évolution du droit conventionnel. Les accords viennent enrichir le texte de base, soit en créant des dispositions nouvelles, soit en remplaçant des dispositions plus anciennes. Les avenants précisent, complètent ou modifient les dispositions d'un accord antérieur. En ce qui concerne les négociations salariales, on parlera indistinctement d'accord de salaire ou d'avenant salarial. Lorsqu'un accord de salaire est signé entre organisations patronales et organisations syndicales, il ne s'applique qu'aux entreprises adhérentes aux organisations patronales signataires. Un employeur peut aussi décider de l'appliquer volontairement. Peut s'en suivre une extension par arrêté du ministère du travail, rendant obligatoire l'application du texte à tous les employeurs entrant dans son champ d'application professionnel et territorial, sans considération d'appartenance aux organisations signataires ou adhérentes. Par ailleurs, lorsqu'organisations patronales et organisations syndicales ne peuvent aboutir à un accord, les organisations patronales peuvent décider d'émettre unilatéralement une recommandation patronale.

A.1.2. Différents niveaux géographiques

La négociation collective de branche peut se dérouler à différents niveaux géographiques : national, régional, départemental, arrondissement. Entre 2003 et 2019, près de six accords salariaux sur dix ont été conclus au niveau national, plus de deux sur dix au niveau régional et moins de deux sur dix au niveau infra-régional. C'est principalement dans les secteurs de la métallurgie, du bâtiment et des travaux publics que sont conclus des textes infranationaux.

A.1.3. Différents types de salaires négociés

Le thème le plus fréquemment abordé lors des négociations de branche est celui des salaires minima, c'est-à-dire le niveau de salaire en-dessous duquel un salarié ne peut être rémunéré en fonction de sa position dans la grille de classification. Les négociations peuvent porter sur le niveau des salaires hiérarchiques et/ou sur des salaires garantis. Les salaires hiérarchiques sont des salaires horaires ou mensuels dont l'assiette est proche de celle du Smic, c'est-à-dire salaire de base, primes de production ou de rendement individuelles et avantages en nature. Les salaires garantis sont des salaires mensuels ou annuels dont l'assiette est plus large que la précédente (incluant notamment certaines primes telles que primes d'ancienneté, primes liées à des conditions de travail particulières). Lorsque salaire annuel garanti et salaire mensuel garanti sont négociés, le salaire annuel garanti ramené à un salaire mensuel est plus élevé que le salaire mensuel garanti car il inclut certaines primes supplémentaires. Par ailleurs, selon les branches, les éléments de rémunération inclus dans le salaire garanti peuvent varier.

A.2. LE SUIVI DE LA NEGOCIATION SALARIALE

A.2.1. La Base de Données des Conventions Collectives (BDCC)

Dans le cadre du comité de suivi de la négociation salariale, le ministère en charge du travail réalise un suivi détaillé des textes salariaux (accords, avenants et recommandations patronales à force obligatoire) pour un échantillon de branches relevant de sa compétence et couvrant, ou ayant couvert, plus de 5 000 salariés. Ces textes salariaux sont saisis dans la base de données des conventions collectives (BDCC). Lors de l'enregistrement de l'accord dans la BDCC, sont notamment consignées les informations relatives aux différents aspects de la conclusion du texte (dates de signature et de dépôt, demande d'extension le cas échéant, type de texte, signataires, etc.). Tous les accords relevant du secteur travail sont enregistrés dans la BDCC : cela exclut les conventions agricoles, les conventions d'entreprise et les statuts.

A.2.2. Branches suivies

Sont regroupés sous le terme de « branche » des conventions collectives nationales, des conventions collectives régionales (secteur de la métallurgie) et des avenants infranationaux à des conventions collectives nationales (secteur du bâtiment et des travaux publics). Les conventions régionales et les avenants infranationaux permettent de fixer les salaires à un niveau local. Une branche peut couvrir toutes les catégories socioprofessionnelles ou être catégorielle comme, par exemple, la convention des ouvriers des Travaux Publics.

Les conventions agricoles, les conventions d'entreprise et les statuts ne font pas partie du champ couvert par le ministère en charge du travail. Sont également exclus les accords interprofessionnels (concernant les voyageurs, représentants et placiers-VRP par exemple), les branches qui ont des grilles hiérarchiques multiples et complexes et ne peuvent faire l'objet de regroupements cohérents pour le suivi (journalistes, etc.) et les branches du secteur sanitaire et social dont les accords salariaux relèvent d'un agrément du ministère en charge de la santé et non du ministère en charge du travail.

L'échantillon de branches suivi a évolué au cours du temps, passant de 274 branches en 2003 à 278 en 2009 et 300 depuis 2010. L'échantillon a également suivi la démographie des branches (fusions/scissions). Ainsi, sur tout ou partie de la période 2003-2019, la Base des Minima de Branches suit 352 branches conventionnelles dont 301 sont encore actives au 31 décembre 2019.

A.2.3. Niveaux de qualification

Huit niveaux de qualification sont suivis, correspondant aux coefficients minimum et maximum de chacune des quatre catégories socioprofessionnelles (cadres, professions intermédiaires, employés, ouvriers). Avant 2003, étaient suivis 10 niveaux de qualification correspondant à cinq catégories socioprofessionnelles (cadres, agents de maîtrise, techniciens, employés, ouvriers). La Figure 1 donne un exemple des niveaux de qualification retenus pour la chimie.

Figure 1 – Grille des salaires conventionnels de la branche de la Chimie au 1^{er} juillet 2014

| Catégorie socioprofessionnelle | Coefficient dans la grille de classification | Salaires conventionnel mensuel | Grille de suivi |
|---|--|--------------------------------|---------------------------------------|
| Ouvriers et Employés | 130 | 1 582,24 | min Ouvriers, min Employés |
| | 140 | 1 604,57 | non suivi |
| | 150 | 1 626,90 | non suivi |
| | 160 | 1 649,23 | non suivi |
| | 175 | 1 682,73 | non suivi |
| | 190 | 1 716,22 | non suivi |
| | 205 | 1 749,72 | max Ouvriers, max Employés |
| Professions intermédiaires | 225 | 1 794,38 | min Professions intermédiaires |
| | 235 | 1 874,13 | non suivi |
| | 250 | 1 993,75 | non suivi |
| | 275 | 2 193,13 | non suivi |
| | 300 | 2 392,50 | non suivi |
| | 325 | 2 591,88 | non suivi |
| | 360 | 2 871,00 | max Professions intermédiaires |
| Cadres | 350 | 2 791,25 | min Cadres |
| | 400 | 3 190,00 | non suivi |
| | 460 | 3 668,50 | non suivi |
| | 480 | 3 828,00 | non suivi |
| | 510 | 4 067,25 | non suivi |
| | 550 | 4 386,25 | non suivi |
| | 660 | 5 263,50 | non suivi |
| | 770 | 6 140,75 | non suivi |
| | 880 | 7 018,00 | max Cadres |

A.2.4. Textes pris en compte

Chaque branche définit des grilles de classification des emplois. Le salaire conventionnel est le salaire en dessous duquel un salarié ne peut être rémunéré étant donnée sa position dans la grille de classification (Figure 1 pour exemple). Chaque modification de salaire conventionnel se traduit par des textes conventionnels. Ainsi, la BMB recense les accords et avenants salariaux ainsi que les recommandations patronales enregistrés dans la BDCC.

Les branches choisissent à la fois l'assiette et la période de référence des salaires conventionnels qu'elles négocient. Lorsque plusieurs types de salaires sont négociés (hiérarchiques et garantis mensuels ou annuels), les informations sont enregistrées pour chaque type de salaire dans la BDCC.

Dès lors qu'un relèvement de branche prend effet, sont enregistrés dans la BDCC les nouveaux niveaux de salaires conventionnels et les augmentations correspondantes. Ces données ne sont enregistrées que pour les niveaux de qualification minimum et maximum de chacune des quatre catégories socioprofessionnelles potentiellement couvertes par la branche, soit huit niveaux de qualification au maximum (exemple en Figure 1, colonne « grille de suivi »).

A.2.5. Fichiers livrés pour le suivi statistique

Les fichiers d'accords de salaires extraits de la BDCC ne concernent donc qu'une partie des branches. Les fichiers sont trimestriels, le trimestre correspondant à la date d'effet de l'accord. Ces extractions trimestrielles ont été préférées à des extractions annuelles qui ne pouvaient contenir que le dernier relèvement effectué dans l'année et non tous les relèvements négociés dans l'année. La fréquence trimestrielle est plus adéquate car en général, il n'y a pas deux relèvements au cours du même trimestre. Les cas particuliers où deux accords salariaux ont pris effet le même trimestre ont été saisis à la main. Les informations issues de la BDCC pour utilisation dans la construction de la BMB portent sur :

- le texte de base : code idcc, type (convention, accord professionnel, avenant infranational), niveau géographique (national, régional, départemental, arrondissement), dates d'effet et de fin, indicatrices démographiques (anciens et/ou nouveaux idcc, dernier trimestre de relèvement), effectifs couverts ;
- l'accord : type de salaire négocié, niveau de salaire, pourcentage d'augmentation, date de signature, date d'effet de l'accord ;
- ce pour 8 niveaux de qualification et 352 branches sur 68 trimestres entre 2003 et 2019.

A.3. CONSTRUCTION DE LA BMB

A.3.1. Effectifs et Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS)

Les données extraites de la BDCC sont complétées par les effectifs disponibles les plus récents renseignés dans les DADS pour chaque branche (DADS 2017 lors de la mise à jour de la présente version de la BMB). Pour les cas particuliers des branches du BTP et des particuliers employeurs, les effectifs sont transmis directement par les correspondants de branches du ministère. Les 301 branches couvrant ou ayant couvert plus de 5 000 salariés et encore en activité en 2019 regroupent 13,4 millions de salariés.

Les effectifs totaux de chaque branche sont fournis à des niveaux désagrégés par catégorie socioprofessionnelle (ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres) et chaque niveau de qualification (minimum ou maximum). Ces effectifs désagrégés sont eux-aussi calculés à partir des DADS. Ces effectifs tirés des DADS 2017 doivent être mobilisés avec prudence : ils permettent de donner un ordre de grandeur de chacune de catégories suivies pour une année donnée à titre d'exemple, mais ces ordres de grandeurs ne sauraient être extrapolés à l'ensemble de la période couverte par le panel.

A.3.2. Période

L'unité temporelle de la BMB est le trimestre. Celle-ci couvre les textes conventionnels des champs présentés précédemment sur une période s'étalant du premier trimestre 2003 au quatrième trimestre 2019, soient 68 trimestres consécutifs.

A.3.3. Traitement des accords manquants

Dans de très rares cas, deux accords peuvent avoir pris effet lors d'un même trimestre. Seul le dernier accord du trimestre ayant pris effet est alors reporté. C'est notamment le cas lorsqu'il y a simultanément un accord de classification et un accord sur les augmentations de salaire ou que, par exemple, la hausse du Smic a été plus importante qu'anticipé. Ces données sont corrigées en fonction du contenu de l'accord.

/! Quelques branches peuvent ne pas avoir revalorisé les salaires conventionnels. Les données ne contenant que les branches pour lesquelles un accord a pris effet au trimestre T, celles-ci **ne sont donc pas continuellement présentes dans le panel.**

A.4. CONTENU DE LA BMB

A.4.1. Échantillon

Parmi les 352 branches de l'échantillon, compte tenu de la spécificité de leurs activités, toutes les branches ne fixent pas un salaire conventionnel pour chaque niveau de poste (ouvriers, employés, professions intermédiaires et cadres) quand d'autres sont uniquement catégorielles. Ainsi la base de données est composée de 27 000 lignes, chacune représentant un accord conventionnel pour un trimestre donné et un niveau de qualification donné (8 niveaux possibles). L'annexe B.3.1. recense les branches retenues dans la BMB ainsi que leurs identifiants de convention collective (IDCC).

A.4.2. Salaires conventionnels

Des précautions doivent être prises concernant les salaires conventionnels. Certaines branches ont changé de type de salaire négocié au cours de la période. Pour d'autres dont la grille de classification a changé entre les deux dates, le salaire conventionnel en T-1 peut ressortir strictement supérieur au salaire conventionnel en T, les nouveaux coefficients minimum et/ou maximum de la catégorie socioprofessionnelle ne coïncidant plus avec les anciens.

A.4.3. Dates

Plusieurs dates sont importantes dans la vie d'un accord : sa date de signature, sa date d'effet et sa date d'extension. La date d'effet correspond à la date à partir de laquelle les salaires réels doivent être en conformité avec les salaires conventionnels. Cette date peut être antérieure à la date de signature, plus de 45 % des accords sont rétroactifs. Cela concerne principalement les rémunérations annuelles garanties négociées au cours de l'année et qui s'appliquent pour l'année entière. Dans ce cas, les salaires versés depuis le 1^{er} janvier doivent être en conformité avec le salaire conventionnel, même si l'accord n'a été signé qu'en novembre par exemple ; et si les salaires ne sont pas conformes, l'entreprise doit procéder à un rattrapage (primes, etc.). Comme, pour les accords rétroactifs, ce n'est pas à la date d'effet que les revalorisations de salaire conventionnel vont se traduire en termes de salaire effectif mais plutôt à la date de signature. Attention donc puisque les variables AN et TRIM correspondent à l'année et au trimestre d'effet de l'accord.

A.4.4. Effectifs

La variable TOT indique l'effectif total de la branche. Pour les avenants infranationaux du BTP, ces effectifs sont ceux fournis par les correspondants de branche au ministère. Pour les autres branches, il s'agit des effectifs estimés à partir des DADS 2017.

La variable EFF_QUAL_CS donne l'effectif du niveau de qualification pour chaque catégorie socioprofessionnelle de chaque convention collective. La somme des effectifs des niveaux de qualification minimum et maximum donne l'effectif de la catégorie socioprofessionnelle au sein de la convention collective.

A.4.5. Le contenu du dictionnaire

Les variables sont présentées selon l'ordre alphabétique. Pour chaque variable de la base, les informations sont présentées sous la forme suivante :

| | |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| Source | |
| NOM DE LA VARIABLE DANS LA BMB | Label de la variable |
| Format de la variable | Liste des modalités de réponse |

A.6. PRECONISATIONS D'UTILISATION

A.6.1. Calcul des évolutions des salaires conventionnels

Pour chaque catégorie socioprofessionnelle de chaque convention collective, il est possible de calculer une hausse moyenne du salaire conventionnel en faisant une moyenne des hausses des niveaux de qualification « minimum » et « maximum » pondérées par les effectifs de chacun des deux niveaux de qualification dans la catégorie socioprofessionnelle (EFF_QUAL_CS). Par exemple, la hausse moyenne du salaire conventionnel pour les cadres du bâtiment un trimestre donné sera :

$$hausse_cad_bât = \frac{hausse_{\min, cad, bât} \times eff_{\min, cad, bât} + hausse_{\max, cad, bât} \times eff_{\max, cad, bât}}{eff_{cad, bât}}$$

Ce calcul est réalisé sous l'hypothèse que la hausse du niveau de qualification « minimum » est représentative des hausses des niveaux de qualification qui lui sont proches ; idem pour le niveau de qualification « maximum ». Cette hypothèse ne pose pas de problème pour les cadres et les professions intermédiaires pour lesquels les hausses sont souvent homogènes le long de la grille de classification. Pour les ouvriers et les employés, les salaires conventionnels des plus faibles niveaux de qualification ouvriers et employés sont souvent augmentés plus fortement que les plus hauts niveaux de qualification, ceci afin de rattraper le Smic. Cependant, comme le salaire conventionnel d'un niveau de qualification donné doit rester inférieur à celui du niveau directement supérieur, on peut faire l'hypothèse que les hausses octroyées aux niveaux voisins du plus faible niveau de qualification sont proches de la hausse octroyée à celui-ci. Pour les ouvriers et les employés, on observe ainsi deux « groupes » de hausses : les hausses des niveaux proches du niveau de qualification minimum et les autres, qui sont souvent inférieures aux premières et dont on peut supposer qu'elles sont relativement homogènes (comme pour les cadres et les professions intermédiaires). L'hypothèse de représentativité des hausses des niveaux « min » et « max » se justifie donc.

En outre, le calcul de ces évolutions est réalisé sous l'hypothèse que la structure des effectifs salariés par niveau de qualification est stable dans le temps, puisque ce sont les effectifs d'une année donnée (ceux des DADS 2017 pour la validité 2019 de la BMB) qui sont utilisés pour agréger les hausses de salaires conventionnels quelle que soit la date dans le panel.

A.6.2. Analyse des niveaux des salaires conventionnels

Si la BMB peut facilement être utilisée pour comparer, par CS et convention collective, l'évolution des salaires conventionnels et effectifs, elle n'est en revanche pas préconisée pour la comparaison directe des niveaux des salaires conventionnels et effectifs. En effet, le salaire conventionnel du plus haut (ou du plus faible) niveau de qualification ne peut être supposé représentatif des salaires conventionnels des niveaux de qualification proches, l'éventail des salaires conventionnels pouvant être très large, en particulier chez les cadres.

A.6.3. Couverture des accords

Lorsqu'un accord de branche est signé, il s'applique d'abord uniquement aux entreprises adhérentes des organisations patronales signataires et aux entreprises décidant de l'appliquer volontairement ; ce n'est qu'après extension par arrêté du ministère chargé du travail qu'il s'applique à tous les employeurs de la branche considérée. Un dixième des accords prennent effet le mois suivant l'extension : dans ces cas-là, tous les salariés sont couverts par l'accord à sa prise d'effet. Sinon, l'extension intervient souvent dans les quatre mois suivant la date d'effet. Lorsque la date d'effet est antérieure à la date d'extension, on ne peut pas savoir quelles sont les entreprises qui sont concernées par l'accord dès sa date d'effet car on ne dispose pas d'information sur l'adhésion des entreprises à des organisations patronales. Si l'on veut comparer les évolutions des salaires conventionnels et des salaires effectifs, il faut donc faire l'hypothèse qu'à la date d'effet toutes les entreprises sont concernées par la revalorisation.

A.6.4. Exemples d'utilisation de la BMB

André, C. (2012), « Salaires conventionnels et salaires effectifs : une corrélation variable selon la catégorie socioprofessionnelle et la taille de l'entreprise », *Dares Analyses*, n° 093, décembre.

Naouas, A. & Combault, P. (2015), « L'impact des relèvements salariaux de branche sur la dynamique des salaires de base, accentué pendant la crise, reste modéré », *Dares Analyses*, n°033, mai.

André, C & Muller, L. (2014), « Le panel Acemo de la Dares et la base d'accords salariaux de branche DGT-Dares », *Document d'études Dares*, n°181, Juin.

Langevin, G. (2018), « La conformité au Smic des minima de branches s'est-elle améliorée en dix ans ? », *Dares Analyses*, n°005, janvier.

B. DICTIONNAIRE DES VARIABLES

B.1. LISTE ALPHABETIQUE DES VARIABLES

| Variable | Type | Description |
|---------------------------|------|--|
| A | N | valeur du salaire annuel garanti |
| AIF | N | numéro d'avenant infranational |
| AIF_N | N | Nouveau numéro d'avenant infranational |
| AIF_O | N | ancien numéro d'avenant infranational |
| AN | N | année d'application effective |
| AUGM_A | N | évolution du salaire annuel garanti |
| AUGM_H | N | évolution du salaire hiérarchique |
| AUGM_M | N | évolution du salaire mensuel garanti |
| CODE_CASP | N | code de catégorie socioprofessionnelle |
| DATE_DEMANDE_EXTENSION | D | date de demande d'extension |
| DATE_EFFECT_A | D | date d'effet de l'accord sur les salaires garantis annuels |
| DATE_EFFECT_EXTENSION | D | date d'effet de l'extension |
| DATE_EFFECT_H | D | date d'effet de l'accord sur les salaires hiérarchiques |
| DATE_EFFECT_M | D | date d'effet de l'accord sur les salaires garantis mensuels |
| DATE_EFFECT_TEXTE_DE_BASE | D | date d'effet de la convention collective |
| DATE_FIN_TEXTE_DE_BASE | D | date de fin de la convention collective |
| DATE_SIGNATURE_A | D | date de signature de l'accord sur les salaires garantis annuels |
| DATE_SIGNATURE_H | D | date de signature de l'accord sur les salaires hiérarchiques |
| DATE_SIGNATURE_M | D | date de signature de l'accord sur les salaires garantis mensuels |
| EFF_CS | N | effectif de la catégorie socioprofessionnelle |
| EFF_QUAL_CS | N | effectif du niveau de qualification |
| H | N | valeur du salaire hiérarchique |
| IDCC | C | identifiant de convention collective |
| IDCC_N | C | nouvel identifiant de la convention collective |
| IDCC_O | C | ancien identifiant de convention collective |
| M | N | valeur du salaire garanti mensuel |
| NIVEAU_GEO | C | niveau géographique |
| QUAL | C | niveau de qualification |
| T_FIRST | C | Première occurrence d'une branche dans le panel |
| T_LAST | C | Dernière occurrence d'une branche dans le panel |
| TITRE | C | intitulé de la convention collective |
| TOT | N | effectif total de la convention collective |
| TRIM | N | trimestre d'application effective |
| TYPE | C | type de texte |

N : variable numérique ; C : variable caractère ; D : variable de date.

B.2. CATALOGUE DES VARIABLES

| | |
|-------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| A | Valeur du salaire annuel garanti |
| Num. | <i>Montants annuels</i> |

| | |
|-------------|--------------------------------------|
| <i>BDCC</i> | |
| AN | Année d'application effective |
| Num. | |

| | |
|-------------|---------------------------------------|
| <i>BDCC</i> | |
| AIF | Numéro d'avenant infranational |
| Num. | |

| | |
|--------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| AIF_N | Nouveau numéro d'avenant infranational |
| Num. | |

| | |
|--------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| AIF_O | Ancien numéro d'avenant infranational |
| Num. | |

Les conventions nationales du bâtiment ouvriers (01597), des travaux publics ouvriers (01702), du bâtiment ETAM (02609) et des travaux publics ETAM (02614) négocient les salaires au sein d'avenants infranationaux. La variable AIF renseigne le numéro d'avenant infranational. Lorsque celui-ci a changé, l'ancien est stocké dans la variable AIF_O et le nouveau dans AIF_N. Par exemple, l'AIF n°148 (Bretagne) de la convention 00255 (bâtiment ETAM) est devenu l'AIF n°65 (Bretagne) de la convention 02609 (bâtiment ETAM) : pour les observations IDCC=02609 et AIF=65, on a IDCC_O=00255 et AIF_O=148. Et inversement, pour les observations IDCC=00255 et AIF=148, on a IDCC_N=02609 et AIF_N=65.

Pour les conventions qui n'ont pas d'avenants infranationaux, on met AIF=1 par défaut.

| | |
|---------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| AUGM_A | Évolution du salaire annuel garanti |
| Num. | (0 si aucune hausse) |

CALCULEE

| | |
|---------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| AUGM_H | Évolution du salaire hiérarchique |
| Num. | (0 si aucune hausse) |

CALCULEE

| | |
|---------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| AUGM_M | Évolution du salaire mensuel garanti |
| Num. | (0 si aucune hausse) |

CALCULEE

| | |
|------------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| CODE_CASP | Code de catégorie professionnelle |
| Num. | 1. Ouvriers 2. Employés 40. Professions intermédiaires 5. Cadres |

| | |
|-------------------------------|------------------------------------|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_DEMANDE_EXTENSION | Date de demande d'extension |
| Date | jour mois année |

| | |
|---------------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_EFFET_A | Date d'effet de l'accord sur les salaires garantis annuels |
| Date | jour mois année |

| | |
|-----------------------------|------------------------------------|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_EFFET_EXTENSION | Date d'effet de l'extension |
| Date | jour mois année |

| | |
|---------------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_EFFET_H | Date d'effet de l'accord sur les salaires hiérarchiques |
| Date | jour mois année |

| | |
|---------------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_EFFET_M | Date d'effet de l'accord sur les salaires garantis mensuels |
| Date | jour mois année |

| | |
|---------------------------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_EFFET_TEXTE_DE_BASE | Date d'effet de la convention collective |
| Date | jour mois année |

| | |
|-------------------------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_FIN_TEXTE_DE_BASE | Date de fin de la convention collective |
| Date | jour mois année |

| | |
|-------------------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_SIGNATURE_A | Date de signature de l'accord sur les salaires garantis annuels |
| Date | jour mois année |

| | |
|-------------------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_SIGNATURE_H | Date de signature de l'accord sur les salaires hiérarchiques |
| Date | jour mois année |

| | |
|-------------------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| DATE_SIGNATURE_M | Date de signature de l'accord sur les salaires garantis mensuels |
| Date | jour mois année |

| | |
|---------------|--|
| <i>DADS</i> | |
| EFF_CS | Effectif de la catégorie socioprofessionnelle |

| | |
|--------------------|--|
| Num. | |
| <i>DADS</i> | |
| EFF_QUAL_CS | Effectif du niveau de qualification |
| Num. | |

| | |
|-------------|---------------------------------------|
| <i>BDCC</i> | |
| H | Valeur du salaire hiérarchique |
| Num. | Montants mensuels (base 35h) |

| | |
|-------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| IDCC | Identifiant de convention collective |
| Car. | |

| | |
|---------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| IDCC_N | Nouvel identifiant de convention collective |
| Car. | |

| | |
|---------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| IDCC_O | Ancien identifiant de convention collective |
| Car. | |

Le numéro IDCC (5 chiffres) correspond à l'identifiant de convention collective. Lorsque la convention a disparu et a été remplacée par une nouvelle, l'ancien est stocké dans la variable IDCC_O et le nouveau est stocké dans IDCC_N. Par exemple, la convention 00179 – COOPERATIVES DE CONSOMMATION a été remplacée par la convention 03205 en 2011 : pour les observations IDCC=03205, on a IDCC_O=00179 et inversement lorsque IDCC = 00179, on a IDCC_N = 03205. Lorsque l'IDCC n'a pas de prédécesseur, on a IDCC_O= « ». Lorsqu'il n'a pas de successeur, on a IDCC_N= « ».

| | |
|-------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| M | Valeur du salaire garanti mensuel |
| Num. | Montant mensuel (base 35h) |

| | |
|-------------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| NIVEAU_GEO | Niveau géographique |
| Car. | <i>A=arrondissement ; D=département ; N=national ; R=régional</i> |

| | |
|-------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| QUAL | Niveau de qualification |
| Car. | min. Niveau de qualification le plus faible de la cs max. Niveau de qualification le plus élevé de la cs |

| | |
|----------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| T_FIRST | Première occurrence d'une branche dans le panel |
| Car. | <i>Format AAAAT</i> |

| | |
|---------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| T_LAST | Dernière occurrence d'une branche dans le panel |
| Car. | <i>Format AAAAT</i> |

| | |
|--------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| TITRE | Intitulé de la convention collective |
| Car. | |

| | |
|--------------------|---|
| <i>BDCC / DADS</i> | |
| TOT | Effectif total de la convention collective |
| Num. | |

| | |
|-------------|--|
| <i>BDCC</i> | |
| TRIM | Trimestre d'application effective |
| Num. | |

| | |
|-------------|---|
| <i>BDCC</i> | |
| TYPE | Type de texte |
| Car. | <i>AIF=avenant infranational ; AP = accord professionnel ; CC=convention collective</i> |

B.3. ANNEXES

B.3.1. Liste des branches de la BMB

| IDCC | AIF | TITRE |
|-------|-----|--|
| 00011 | 1 | PORTS AUTONOMES |
| 00016 | 1 | TRANSPORTS ROUTIERS |
| 00018 | 1 | TEXTILE INDUSTRIE |
| 00023 | 1 | NAVIGATION PERSONNEL SÉDENTAIRE |
| 00043 | 1 | IMPORTATION EXPORTATION COMMISSION COURTAGE |
| 00044 | 1 | CHIMIE INDUSTRIE |
| 00045 | 1 | CAOUTCHOUC INDUSTRIE |
| 00054 | 1 | MÉTALLURGIE OETAM RÉGION PARISIENNE |
| 00082 | 1 | MÉTALLURGIE BELFORT-MONTBÉLIARD |
| 00083 | 1 | MENUISERIES CHARPENTES |
| 00086 | 1 | PUBLICITÉ |
| 00112 | 1 | LAITIÈRE INDUSTRIE |
| 00119 | 1 | MÉTALLURGIE HAUTE-SAÔNE |
| 00135 | 1 | CARRIÈRES MATÉRIAUX INDUSTRIE ETAM |
| 00135 | 105 | CARRIÈRES MATÉRIAUX INDUSTRIE ETAM ILE-DE-FRANCE |
| 00144 | 1 | TRAVAUX PUBLICS INGÉNIEURS ET CADRES |
| 00158 | 1 | BOIS SCIERIES TRAVAIL MÉCANIQUE |
| 00176 | 1 | PHARMACEUTIQUE INDUSTRIE |
| 00179 | 1 | COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION SALARIÉS |
| 00184 | 1 | IMPRIMERIE DE LABEUR ET INDUSTRIES GRAPHIQUES |
| 00200 | 1 | EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES |
| 00207 | 1 | CUIRS ET PEAUX INDUSTRIE |
| 00247 | 1 | HABILLEMENT INDUSTRIES |
| 00255 | 12 | BÂTIMENT ETAM PACA |
| 00255 | 148 | BÂTIMENT ETAM BRETAGNE |
| 00255 | 16 | BÂTIMENT ETAM RHÔNE-ALPES |
| 00255 | 18 | BÂTIMENT ETAM AQUITAINE |
| 00255 | 183 | BÂTIMENT ETAM PAYS DE LA LOIRE |
| 00255 | 21 | BÂTIMENT ETAM LORRAINE |
| 00255 | 23 | BÂTIMENT ETAM MIDI-PYRÉNÉES |
| 00255 | 53 | BÂTIMENT ETAM HAUTE-NORMANDIE |
| 00255 | 95 | BÂTIMENT ETAM NORD - PAS-DE-CALAIS |
| 00275 | 1 | TRANSPORT AÉRIEN PERSONNEL AU SOL |
| 00292 | 1 | PLASTURGIE |
| 00303 | 1 | COUTURE PARISIENNE |
| 00398 | 1 | MATÉRIAUX CONSTRUCTION NÉGOCE OUVRIERS |
| 00403 | 23 | TRAVAUX PUBLICS ETAM RHÔNE-ALPES |
| 00403 | 29 | TRAVAUX PUBLICS ETAM ILE-DE-FRANCE |
| 00454 | 1 | REMONTÉES MÉCANIQUES ET DOMAINES SKIABLES |
| 00468 | 1 | CHAUSSURE COMMERCE SUCCURSALISTE |
| 00478 | 1 | SOCIÉTÉS FINANCIÈRES |
| 00489 | 1 | CARTONNAGE INDUSTRIE |
| 00493 | 1 | VINS CIDRES JUS DE FRUITS SPIRITUEUX |
| 00500 | 1 | HABILLEMENT MERCERIE CHAUSSURE JOUET COMMERCE GROS |
| 00504 | 1 | ALIMENTAIRES DIVERSES INDUSTRIES |
| 00533 | 1 | MATÉRIAUX CONSTRUCTION NÉGOCE ETAM |
| 00538 | 1 | MANUTENTION FERROVIAIRE TRAVAUX CONNEXES |
| 00567 | 1 | BIJOUTERIE JOAILLERIE ORFÈVRE |
| 00573 | 1 | COMMERCE DE GROS |
| 00614 | 1 | SÉRIGRAPHIE INDUSTRIE |
| 00637 | 1 | RÉCUPÉRATION INDUSTRIES ET COMMERCE |
| 00650 | 1 | MÉTALLURGIE INGÉNIEURS ET CADRES |
| 00653 | 1 | ASSURANCES SOCIÉTÉS PRODUCTEURS SALARIÉS |
| 00669 | 1 | VERRE FABRICATION MÉCANIQUE INDUSTRIES |
| 00675 | 1 | HABILLEMENT COMMERCE SUCCURSALES |
| 00698 | 1 | PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE EMPLOYÉS |
| 00700 | 1 | PAPIERS CARTONS PRODUCTION CADRES ET INGÉNIEURS |
| 00706 | 1 | REPROGRAPHIE |

| IDCC | AIF | TITRE |
|-------------|------------|---|
| 00707 | 1 | PAPIERS CARTONS TRANSFORMATION CADRES |
| 00714 | 1 | MÉTALLURGIE MOSELLE |
| 00733 | 1 | CHAUSSURE DÉTAILLANTS |
| 00759 | 1 | POMPES FUNÈBRES |
| 00787 | 1 | EXPERTS-COMPTABLES ET COMMISSAIRES AUX COMPTES |
| 00802 | 1 | PAPIERS CARTONS DISTRIBUTION COMMERCE GROS OETDAM |
| 00822 | 1 | MÉTALLURGIE SAVOIE |
| 00827 | 1 | MÉTALLURGIE ARDENNES |
| 00828 | 1 | MÉTALLURGIE MANCHE |
| 00832 | 1 | CIMENTS INDUSTRIE FABRICATION OUVRIERS |
| 00836 | 1 | MÉTALLURGIE HAUTE-SAVOIE |
| 00843 | 1 | BOULANGERIE PÂTISSERIE ENTREPRISES ARTISANALES |
| 00853 | 1 | MÉTALLURGIE VENDÉE |
| 00860 | 1 | MÉTALLURGIE FINISTÈRE |
| 00863 | 1 | MÉTALLURGIE MORBIHAN ILLE-ET-VILAINE |
| 00878 | 1 | MÉTALLURGIE RHÔNE |
| 00887 | 1 | MÉTALLURGIE EURE |
| 00897 | 1 | SANTÉ AU TRAVAIL INTERENTREPRISES SERVICES |
| 00898 | 1 | MÉTALLURGIE ALLIER |
| 00899 | 1 | MÉTALLURGIE MARNE |
| 00911 | 1 | MÉTALLURGIE SEINE-ET-MARNE |
| 00914 | 1 | MÉTALLURGIE AIN |
| 00915 | 1 | EXPERTISES ÉVALUATIONS INDUSTRIELLES ENTREPRISES |
| 00920 | 1 | MÉTALLURGIE VIENNE |
| 00923 | 1 | MÉTALLURGIE CHARENTE-MARITIME |
| 00930 | 1 | MÉTALLURGIE SARTHE |
| 00937 | 1 | MÉTALLURGIE HAUTE-VIENNE ET CREUSE |
| 00943 | 1 | MÉTALLURGIE CALVADOS |
| 00948 | 1 | MÉTALLURGIE ORNE |
| 00953 | 1 | CHARCUTERIE DE DÉTAIL |
| 00959 | 1 | BIOLOGIE MÉDICALE LABORATOIRES EXTRA-HOSPITALIERS |
| 00972 | 1 | PARFUMERIE ESTHÉTIQUE |
| 00979 | 1 | MÉTALLURGIE LE HAVRE (SEINE-MARITIME) |
| 00984 | 1 | MÉTALLURGIE EURE-ET-LOIR |
| 00992 | 1 | BOUCHERIE BOUCHERIE-CHARCUTERIE TRIPERIE |
| 00993 | 1 | DENTAIRE LABORATOIRES PROTHÈSES |
| 00998 | 1 | ÉQUIPEMENTS THERMIQUES OETAM |
| 01000 | 1 | AVOCATS CABINETS PERSONNEL SALARIÉ |
| 01007 | 1 | MÉTALLURGIE THIERS (PUY-DE-DÔME) |
| 01043 | 1 | GARDIENS CONCIERGES ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES |
| 01059 | 1 | MÉTALLURGIE MIDI-PYRÉNÉES |
| 01077 | 1 | PRODUITS DU SOL ENGRAIS NÉGOCE ET INDUSTRIE |
| 01078 | 1 | COIFFURE |
| 01090 | 1 | AUTOMOBILE SERVICES |
| 01139 | 1 | MÉTALLURGIE PYRÉNÉES-ATLANT. RÉGIONS LIMITOPHES |
| 01147 | 1 | CABINETS MÉDICAUX |
| 01159 | 1 | MÉTALLURGIE NIÈVRE |
| 01170 | 1 | TUILES ET BRIQUES INDUSTRIE |
| 01261 | 1 | ACTEURS DU LIEN SOCIAL ET FAMILIAL |
| 01266 | 1 | RESTAURATION DE COLLECTIVITÉS |
| 01267 | 1 | PÂTISSERIE |
| 01285 | 1 | ARTISTIQUES CULTURELLES ENTREPRISES |
| 01286 | 1 | CONFISERIE CHOCOLATERIE BISCUITERIE DÉTAILLANTS |
| 01307 | 1 | CINÉMA EXPLOITATION |
| 01315 | 1 | MÉTALLURGIE HAUTE-MARNE ET MEUSE |
| 01316 | 1 | TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL ORGANISMES |
| 01351 | 1 | PRÉVENTION SÉCURITÉ ENTREPRISES |
| 01365 | 1 | MÉTALLURGIE MEURTHE-ET-MOSELLE |
| 01369 | 1 | MÉTALLURGIE LOIRE-ATLANTIQUE |
| 01375 | 1 | MÉTALLURGIE DOUBS |
| 01383 | 1 | QUINCAILLERIE COMMERCE EMPLOYÉS |
| 01384 | 1 | VINS DE CHAMPAGNE |
| 01387 | 1 | MÉTALLURGIE FLANDRES DOUAISIS |

| IDCC | AIF | TITRE |
|-------------|------------|--|
| 01388 | 1 | PÉTROLE INDUSTRIE |
| 01391 | 1 | MANUTENTION NETTOYAGE AÉROPORTS RP |
| 01396 | 1 | PRODUITS ALIMENTAIRES ÉLABORÉS INDUSTRIES |
| 01404 | 1 | TRACTEURS MATÉRIELS AGRICOLES COMMERCE RÉPARATION |
| 01405 | 1 | FRUITS LÉGUMES EXPÉDITION EXPORTATION |
| 01408 | 1 | COMBUSTIBLES SOLIDES LIQUIDES GAZEUX NÉGOCE |
| 01411 | 1 | AMEUBLEMENT FABRICATION |
| 01412 | 1 | AÉRAULIQUE INSTALLATION ENTRETIEN RÉPARATION |
| 01413 | 1 | TRAVAIL TEMPORAIRE SALARIÉS PERMANENTS |
| 01423 | 1 | NAVIGATION DE PLAISANCE |
| 01424 | 1 | TRANSPORTS PUBLICS URBAINS DE VOYAGEURS |
| 01431 | 1 | OPTIQUE LUNETTERIE DE DÉTAIL |
| 01436 | 1 | SUCRERIE DISTILLERIE |
| 01470 | 1 | MÉTALLURGIE INDRE-ET-LOIRE |
| 01472 | 1 | MÉTALLURGIE PAS-DE-CALAIS |
| 01479 | 1 | MÉTALLURGIE AISNE |
| 01483 | 1 | HABILLEMENT ARTICLES TEXTILES COMMERCE DE DÉTAIL |
| 01486 | 1 | BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES |
| 01487 | 1 | HORLOGERIE-BIJOUTERIE COMMERCE DE DÉTAIL |
| 01492 | 1 | PAPIERS CARTONS PRODUCTION OEDTAM |
| 01495 | 1 | PAPIERS CARTONS TRANSFORMATION OEDTAM |
| 01499 | 1 | VERRE MIROITERIE TRANSFORMATION NÉGOCE |
| 01501 | 1 | RESTAURATION RAPIDE |
| 01504 | 1 | POISSONNERIE |
| 01505 | 1 | FRUITS LÉGUMES ÉPICERIE PRODUITS LAITIERS |
| 01512 | 1 | PROMOTION IMMOBILIÈRE |
| 01513 | 1 | EAUX BOISSONS SANS ALCOOL PRODUCTION |
| 01516 | 1 | FORMATION ORGANISMES |
| 01517 | 1 | COMMERCE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE |
| 01518 | 1 | ANIMATION |
| 01525 | 1 | MÉTALLURGIE DUNKERQUE (NORD) |
| 01527 | 1 | IMMOBILIER |
| 01534 | 1 | VIANDES INDUSTRIE COMMERCE EN GROS |
| 01536 | 1 | DISTRIBUTEURS CONSEILS HORS DOMICILE |
| 01539 | 1 | PAPETERIE FOURNITURES DE BUREAU COMMERCE DE DÉTAIL |
| 01555 | 1 | PHARMACEUTIQUE PRODUITS FABRICATION COMMERCE |
| 01557 | 1 | SPORTS ARTICLES ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS COMMERCE |
| 01558 | 1 | CÉRAMIQUES INDUSTRIES |
| 01560 | 1 | MÉTALLURGIE ALPES-MARITIMES |
| 01564 | 1 | MÉTALLURGIE SAÔNE-ET-LOIRE |
| 01573 | 1 | MÉTALLURGIE OISE BEAUVAIS-CLERMONT |
| 01576 | 1 | MÉTALLURGIE CHER |
| 01577 | 1 | MÉTALLURGIE HÉRAULT AUDE PYRÉNÉES-ORIENTALES |
| 01578 | 1 | MÉTALLURGIE LOIRE ET ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX |
| 01580 | 1 | CHAUSSURE INDUSTRIE |
| 01586 | 1 | CHARCUTIÈRES INDUSTRIES |
| 01589 | 1 | MAREYEURS-EXPÉDITEURS |
| 01592 | 1 | MÉTALLURGIE VALENCIENNOIS CAMBRÉSIS (NORD) |
| 01597 | 121 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) LIMOUSIN |
| 01597 | 13 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) BOURGOGNE |
| 01597 | 135 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) ALSACE |
| 01597 | 18 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) BRETAGNE |
| 01597 | 25 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) BASSE-NORMANDIE |
| 01597 | 27 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) POITOU-CHARENTES |
| 01597 | 34 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) PACA |
| 01597 | 35 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) NORD -PAS-DE-CALAIS |
| 01597 | 36 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) LORRAINE |
| 01597 | 37 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) HAUTE-NORMANDIE |
| 01597 | 38 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) AQUITAINE |
| 01597 | 39 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) CENTRE |
| 01597 | 40 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) MIDI-PYRÉNÉES |
| 01597 | 41 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) PICARDIE |
| 01597 | 42 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) RHÔNE-ALPES |

| IDCC | AIF | TITRE |
|-------------|------------|--|
| 01597 | 43 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) LANGUEDOC-ROUSSILL |
| 01597 | 44 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) CHAMPAGNE-ARDENNE |
| 01597 | 77 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) CORSE |
| 01597 | 8 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) AUVERGNE |
| 01597 | 80 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) FRANCHE-COMTÉ |
| 01597 | 853 | BÂTIMENT OUVRIERS (PLUS DE 10) PAYS DE LA LOIRE |
| 01598 | 1 | GÉOMETRES EXPERTS TOPOGRAPHES PHOTOGRAMMÈTRES |
| 01601 | 1 | BOURSE |
| 01604 | 1 | MÉTALLURGIE ROUEN DIEPPE (SEINE-MARITIME) |
| 01606 | 1 | BRICOLAGE VENTE AU DÉTAIL EN LIBRE-SERVICE |
| 01607 | 1 | JEUX JOUETS INDUSTRIES |
| 01611 | 1 | LOGISTIQUE ENTREPRISES COMMUNICATION DIRECTE |
| 01619 | 1 | CABINETS DENTAIRE |
| 01621 | 1 | PHARMACEUTIQUE RÉPARTITION |
| 01624 | 1 | CONFISERIE CHOCOLATERIE COMMERCE DE GROS |
| 01625 | 1 | MÉTALLURGIE BOUCHES-DU-RHÔNE ALPES-HAUTE-PROVENCE |
| 01627 | 1 | MÉTALLURGIE CLERMONT-FERRAND PUY-DE-DÔME |
| 01628 | 1 | MÉTALLURGIE DEUX-SÈVRES |
| 01631 | 1 | HÔTELLERIE DE PLEIN AIR |
| 01634 | 1 | MÉTALLURGIE CÔTES-D'ARMOR |
| 01635 | 1 | MÉTALLURGIE GIRONDE LANDES |
| 01672 | 1 | ASSURANCES SOCIÉTÉS |
| 01686 | 1 | AUDIOVISUEL ÉLECTRONIQUE ÉQUIPEMENT MÉNAGER COMM. |
| 01689 | 1 | PAPETERIE ET BUREAU FABRIQUE D'ARTICLES |
| 01702 | 12 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS LORRAINE |
| 01702 | 14 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS RHÔNE-ALPES |
| 01702 | 16 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS ILE-DE-FRANCE |
| 01702 | 205 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS HAUTE-NORMANDIE |
| 01702 | 21 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS NORD - PAS-DE-CALAIS |
| 01702 | 24 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS POITOU-CHARENTES |
| 01702 | 264 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS BRETAGNE |
| 01702 | 29 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS PAYS DE LA LOIRE |
| 01702 | 32 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS MIDI-PYRÉNÉES |
| 01702 | 42 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS AQUITAINE |
| 01702 | 5 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS PICARDIE |
| 01702 | 543 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS LANGUEDOC-ROUSSILLON |
| 01702 | 8 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS PACA |
| 01702 | 835 | TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS NORMANDIE |
| 01710 | 1 | VOYAGES TOURISME AGENCES PERSONNEL |
| 01732 | 1 | MÉTALLURGIE YONNE |
| 01736 | 1 | BISCUITIERIES CHOCOLATERIES ENTREMETS INDUSTRIES |
| 01740 | 1 | BÂTIMENT OUVRIERS RÉGION PARISIENNE |
| 01747 | 1 | BOULANGERIE PÂTISSERIE INDUSTRIELLE |
| 01760 | 1 | JARDINERIES GRAINETERIES |
| 01761 | 1 | TISSUS TAPIS LINGE DE MAISON COMMERCE DE GROS |
| 01763 | 1 | MANUTENTION PORTUAIRE |
| 01790 | 1 | ESPACES DE LOISIRS. D'ATTRACTIONS ET CULTURELS |
| 01794 | 1 | RETRAITES COMPLÉMENTAIRES INSTITUTIONS |
| 01797 | 1 | MÉTALLURGIE SOMME |
| 01801 | 1 | ASSISTANCE SOCIÉTÉS |
| 01809 | 1 | MÉTALLURGIE JURA |
| 01810 | 1 | PROPRETÉ ENTREPRISES |
| 01813 | 1 | MÉTALLURGIE MAUBEUGE (NORD) |
| 01821 | 1 | VERRE FABRICATION MAIN (SEMI-AUTOMATIQUE) ET MIXTE |
| 01841 | 1 | BÂTIMENT ETAM RÉGION PARISIENNE |
| 01867 | 1 | MÉTALLURGIE DRÔME-ARDÈCHE |
| 01875 | 1 | VÉTÉRINAIRES CABINETS ET CLINIQUES |
| 01880 | 1 | AMEUBLEMENT NÉGOCE |
| 01885 | 1 | MÉTALLURGIE CÔTE-D'OR |
| 01902 | 1 | MÉTALLURGIE MAINE-ET-LOIRE |
| 01909 | 1 | TOURISME ORGANISMES |
| 01912 | 1 | MÉTALLURGIE HAUT-RHIN |
| 01921 | 1 | HUISSIERS DE JUSTICE |

| IDCC | AIF | TITRE |
|-------------|------------|--|
| 01930 | 1 | MÉTIERS DE LA TRANSFORMATION DES GRAINS |
| 01938 | 1 | VOLAILLES INDUSTRIES TRANSFORMATION |
| 01941 | 1 | GLACES SORBETS CRÈMES GLACÉES INDUSTRIE |
| 01947 | 1 | BOIS D'OEUVRE ET PRODUITS DÉRIVÉS NÉGOCE |
| 01951 | 1 | AUTOMOBILE CABINETS D'EXPERTISES |
| 01966 | 1 | MÉTALLURGIE LOIRET |
| 01967 | 1 | MÉTALLURGIE BAS-RHIN |
| 01978 | 1 | FLEURISTES ANIMAUX FAMILIERS |
| 01979 | 1 | HÔTELS CAFÉS RESTAURANTS (HCR) |
| 01982 | 1 | MÉDICO-TECHNIQUES NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICE |
| 01996 | 1 | PHARMACIE D'OFFICINE |
| 02002 | 1 | BLANCHISSERIE-TEINTURERIE ET NETTOYAGE |
| 02003 | 1 | MÉTALLURGIE VOSGES |
| 02021 | 1 | GOLF |
| 02054 | 1 | MÉTALLURGIE VALLEE DE L'OISE |
| 02060 | 1 | CAFÉTÉRIAS ET ASSIMILÉS CHAÎNES |
| 02089 | 1 | PANNEAUX À BASE DE BOIS INDUSTRIE |
| 02098 | 1 | PRESTATAIRES DE SERVICES SECTEUR TERTIAIRE |
| 02111 | 1 | PARTICULIER EMPLOYEUR SALARIÉS |
| 02120 | 1 | BANQUE |
| 02121 | 1 | ÉDITION |
| 02126 | 1 | MÉTALLURGIE GARD ET LOZÈRE |
| 02128 | 1 | MUTUALITÉ |
| 02147 | 1 | EAU ET ASSAINISSEMENT (ENTREPRISES DES SERVICES) |
| 02148 | 1 | TÉLÉCOMMUNICATIONS |
| 02149 | 1 | DÉCHET ACTIVITÉS |
| 02150 | 1 | HLM SOCIÉTÉS ANONYMES ET FONDATIONS PERSONNELS |
| 02156 | 1 | MAGASINS GRANDS POPULAIRES |
| 02162 | 1 | PHOTOGRAPHIE PROFESSIONS |
| 02190 | 1 | MISSIONS LOCALES ET PAIO |
| 02198 | 1 | VENTE À DISTANCE ENTREPRISES |
| 02205 | 1 | NOTARIAT |
| 02216 | 1 | COMMERCE DÉTAIL ET GROS À PRÉDOMINANCE ALIMENTAIRE |
| 02221 | 1 | MÉTALLURGIE ISÈRE HAUTES-ALPES (MENSUELS) |
| 02247 | 1 | ASSURANCES RÉASSURANCES COURTAGE ENTREPRISES |
| 02257 | 1 | CASINOS |
| 02264 | 1 | HOSPITALISATION PRIVÉE |
| 02266 | 1 | MÉTALLURGIE MAYENNE |
| 02272 | 1 | ASSAINISSEMENT ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE |
| 02294 | 1 | MÉTALLURGIE AUBE |
| 02332 | 6 | ARCHITECTURE ENTREPRISES ILE-DE-FRANCE |
| 02335 | 1 | ASSURANCES AGENCES GÉNÉRALES PERSONNEL |
| 02336 | 1 | FOYERS SERVICES JEUNES TRAVAILLEURS ORGANISMES |
| 02344 | 1 | SIDÉRURGIE |
| 02372 | 1 | DISTRIBUTION DIRECTE ENTREPRISES |
| 02408 | 1 | ENSEIGNEMENT PRIVÉ ADMINISTRATIF ET DOCUMENTALISTE |
| 02409 | 1 | TRAVAUX PUBLICS CADRES |
| 02410 | 1 | BISCOTTERIES CHOCOLATERIES ENTREMETS INDUSTRIES |
| 02420 | 1 | BÂTIMENT INGÉNIEURS ET CADRES |
| 02489 | 1 | MÉTALLURGIE VENDÉE |
| 02493 | 1 | COIFFURE |
| 02511 | 1 | SPORT |
| 02528 | 1 | MAROQUINERIE. ARTICLES VOYAGE. CUIR. SELLERIE |
| 02542 | 1 | MÉTALLURGIE AISNE |
| 02543 | 1 | GÉOMÈTRES EXPERTS. GÉOMÈTRES. TOPOGRAPHES |
| 02567 | 1 | GLACES SORBETS CRÈMES GLACÉES INDUSTRIE |
| 02579 | 1 | MÉTALLURGIE LOIR-ET-CHER |
| 02583 | 1 | AUTOROUTES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES EXPLOITANTES |
| 02596 | 1 | COIFFURE |
| 02609 | 15 | BATIMENT ETAM PICARDIE |
| 02609 | 153 | BÂTIMENT ETAM CORSE |
| 02609 | 2 | BATIMENT ETAM AQUITAINE |
| 02609 | 20 | BATIMENT ETAM BASSE-NORMANDIE |

| IDCC | AIF | TITRE |
|-------------|------------|--|
| 02609 | 21 | BATIMENT ETAM RHÔNE-ALPES |
| 02609 | 25 | BATIMENT ETAM NORD - PAS-DE-CALAIS |
| 02609 | 28 | BATIMENT ETAM CENTRE |
| 02609 | 32 | BATIMENT ETAM BOURGOGNE |
| 02609 | 364 | BÂTIMENT ETAM BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ |
| 02609 | 34 | BATIMENT ETAM PACA |
| 02609 | 39 | BATIMENT ETAM MIDI-PYRÉNÉES |
| 02609 | 40 | BATIMENT ETAM LORRAINE |
| 02609 | 44 | BATIMENT ETAM LANGUEDOC-ROUSSILLON |
| 02609 | 5 | BATIMENT ETAM POITOU-CHARENTES |
| 02609 | 65 | BATIMENT ETAM BRETAGNE |
| 02609 | 7 | BATIMENT ETAM PAYS DE LA LOIRE |
| 02609 | 9 | BATIMENT ETAM HAUTE-NORMANDIE |
| 02614 | 29 | TRAVAUX PUBLICS ETAM RHÔNE-ALPES |
| 02614 | 6 | TRAVAUX PUBLICS ETAM PACA |
| 02614 | 9 | TRAVAUX PUBLICS ETAM ILE-DE-FRANCE |
| 02615 | 1 | MÉTALLURGIE PYRÉNÉES-ATLANTIQUES ET DU SEIGNANX |
| 02630 | 1 | MÉTALLURGIE BOUCHES-DU-RHÔNE ALPES-HAUTE-PROVENCE |
| 02683 | 1 | PORTAGE DE PRESSE |
| 02691 | 1 | ENSEIGNEMENT PRIVÉ INDÉPENDANT (HORS CONTRAT) |
| 02700 | 1 | MÉTALLURGIE DE L'OISE |
| 02707 | 1 | BÂTIMENT ETAM ILE-DE-FRANCE |
| 02728 | 1 | SUCRERIES DISTILLERIES RAFFINERIES |
| 02755 | 1 | MÉTALLURGIE BELFORT MONTBÉLIARD |
| 02931 | 1 | ACTIVITÉS DE MARCHÉS FINANCIERS (CCNM) |
| 02972 | 1 | NAVIGATION PERSONNEL SÉDENTAIRE |
| 02980 | 1 | MÉTALLURGIE SOMME |
| 02992 | 1 | MÉTALLURGIE INDRE-ET-LOIRE |
| 03013 | 1 | LIBRAIRIE |
| 03017 | 1 | PORTS ET MANUTENTION CCN UNIFIÉE |
| 03032 | 1 | ESTHÉTIQUE-COSMÉTIQUE ENSEIGNEMENT PARFUMERIE |
| 03043 | 1 | PROPRETÉ ENTREPRISES ET SERVICES ASSOCIÉS |
| 03053 | 1 | MÉTALLURGIE HAUTE-SAÔNE |
| 03109 | 1 | INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES 5 BRANCHES |
| 03168 | 1 | PHOTOGRAPHIE PROFESSIONS |
| 03205 | 1 | COOPÉRATIVES DE CONSOMMATEURS SALARIÉS |
| 03209 | 1 | MECANIQUES MICROTECHNIQUES ET CONNEXES IND DOUBS |
| 03212 | 1 | TRAVAUX PUBLICS CADRES |
| 03216 | 1 | MATERIAUX CONSTRUCTION NEGOCE |
| 03218 | 1 | ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON LUCRATIF (EPLN) |
| 03222 | 1 | MENUISERIES CHARPENTES CONSTRUCTIONS PORTES PLANES |
| 03231 | 1 | MÉTALLURGIE JURA |